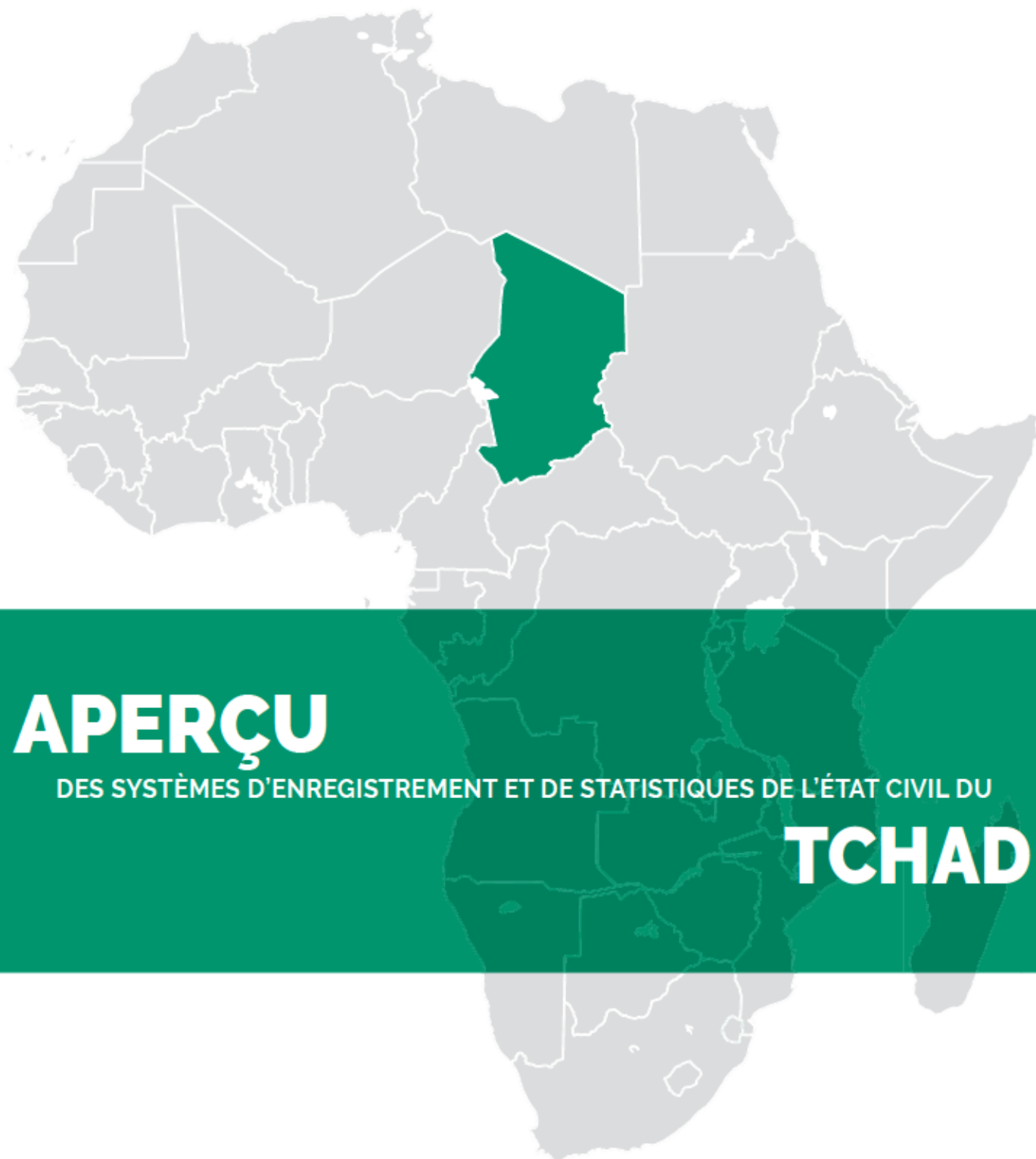




LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems



APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL DU

TCHAD



CEA

Information sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA). Ce document a été rédigé par Hosea Mitala pour le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC et la CENUA.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2021

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien technique et financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies, du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs.

Veuillez visiter systemesESEC.ca/apercus-de-pays pour voir la version la plus récente de ce profil ou pour consulter les profils publiés d'autres pays.

Table des matières

Information sur le programme	ii
Introduction	2
Bref profil du pays	2
Ampleur des systèmes ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Système de statistiques de l'état civil	8
Statistiques de l'état civil	8
Causes de décès	8
Numérisation	10
Informatisation	10
Interaction avec les autres secteurs et activités	11
Initiatives d'amélioration et soutien externe	12
Plan d'amélioration et budget	12
Soutien des partenaires du développement	13
Conclusion	13
Ressources	14
Sites Web	14
Documents supplémentaires	14
Notes	15

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) de la République du Tchad.

Les informations ont été recueillies au moyen d'un questionnaire rempli par l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANATS) et la Direction des affaires politiques et de l'état civil (DAPEC) en juillet 2020. On a également réalisé un examen sur dossier des documents disponibles.

Le rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale sur le pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration du système ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer le système ESEC.

Le rapport servira également d'outil de référence important pour les initiatives d'amélioration d'autres pays.

Bref profil du pays

La République du Tchad est un pays enclavé de l'Afrique Centrale du Nord. Elle est bordée par la Libye au nord, le Soudan à l'est, la République centrafricaine au sud, le Cameroun au sud-ouest, le Nigéria au sud-ouest (au niveau du lac Tchad) et le Niger à l'ouest. Le Tchad comprend plusieurs régions : une zone désertique au nord, une ceinture sahélienne aride au centre et une zone de savane soudanaise plus fertile au sud. Le Tchad abrite plus de 200 groupes ethniques et linguistiques. Le pays a accédé à l'indépendance en 1960. Entre 1990 et 2010, la population a plus que doublé, passant de 5,96 millions à 11,96 millions d'habitants.

Depuis 2012, le Tchad est divisé en 23 régions à la suite du processus de décentralisation de 2003, lorsque le gouvernement a aboli les 14 préfectures antérieures. Chaque région est

Tchad



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

dirigée par un gouverneur nommé par le président. Les préfets administrent les 61 départements des régions. Les départements sont divisés en 200 sous-préfectures, elles-mêmes composées de 446 cantons. Les cantons devraient être remplacés par des communautés rurales, mais le cadre juridique et réglementaire n'est pas encore achevé.

- Superficie : 1 284 000 km²
- Population : 16 244 513 (estimation),¹ avec un taux de croissance annuel de 3 pour cent²
- Capitale : N'Djamena
- Langues de travail officielles : arabe et français
- Ministère responsable de l'enregistrement des faits d'état civil : Ministère de l'Administration du territoire et de la Gouvernance locale
- Agence d'enregistrement de l'état civil : Direction des affaires politiques et de l'état civil (DAPEC)
- Agence nationale d'identité : Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANATS)
- Office national des statistiques : Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED)

Ampleur des systèmes ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances ³	12 % (2015) ⁴
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	12 % (2015) ⁵
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	20 % (2016) ⁶
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	31 % (2015) ⁷
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an ⁸	41 % (2019) ⁹
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	42 (2018) ¹⁰
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	5,7 (2018)
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	157,9 (2017)
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	Non disponible
Accouchements en établissement – pourcentage d'accouchements dans un établissement de santé	22 % (2015)

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès (adultes uniquement)	Non disponible
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	12,1 (2020) ¹¹
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	72 (2015) ¹²
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	114 (2017) ¹³
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	860 (2015) ¹⁴

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	Non disponible
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponible
Causes de décès attestées par un médecin	Non disponible

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Depuis 51 ans, le service public d'enregistrement des faits d'état civil de la République du Tchad est réglementé par un cadre juridique constitué par l'Ordonnance n° 03/INT/ADG du 2 juin 1961 régissant la société civile du Tchad. D'autres lois connexes sont en vigueur :

- l'Ordonnance n° 10/INT/ADG/61 du 4 septembre 1961;
- la Loi n° 38/INT/66 du 9 décembre 1966 modifiant l'Ordonnance n° 10.

Ces instruments juridiques sont complétés par le cadre juridique de l'état civil du Tchad : le Décret n° 399/PR/MISD/97 du 10 décembre 1997. Ce décret précise la mission de la Direction des affaires politiques et de l'état civil (DAPEC) en tant que principale institution responsable de l'enregistrement des faits d'état civil au Tchad. L'Ordonnance n° 007/MISP/SE/DG/98 définit les modalités d'application du Décret n° 399.

Cependant, 51 ans après l'adoption de cette loi, le cadre juridique a connu des problèmes, car il ne prévoyait pas la création d'un système électronique d'enregistrement des faits d'état civil.

Cadre législatif

La législation relative à l'enregistrement des faits d'état civil et à l'identification est prévue dans la Loi n° 008/PR/2013 (10 mai 2013) portant sur l'organisation de l'enregistrement des faits d'état civil de la République du Tchad.

La Loi n° 006/PR/2020 du 20 mai 2020, ratifiant l'Ordonnance n° 002 portant sur l'organisation du système d'état civil au Tchad, couvre l'ensemble du territoire ainsi que les réfugiés.

Gestion, organisation et fonctionnement

Voici les ministères responsables de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'identification :

- Ministère de la Santé publique;
- Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration;
- Ministère de la Justice;
- Ministère de l'Administration du territoire et de la Gouvernance locale.

Voici les autorités officielles responsables de l'enregistrement de tous les faits d'état civil :

- Le Ministre de l'Administration du territoire et de la Gouvernance locale;
- la DAPEC;
- les maires des communes et de l'arrondissement;
- les présidents du Conseil rural;
- les officiers de l'armée;
- les ambassadeurs et les consuls dans le cadre des représentations diplomatiques au Tchad et à l'étranger;
- les adjoints et les suppléants désignés par écrit par les titulaires.

L'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANATS), sous la supervision du Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration, est chargée de la délivrance des pièces d'identité nationales et des titres afin de permettre à la population tchadienne d'avoir accès à des documents d'état civil fiables, sûrs et surtout infalsifiables.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

Les mécanismes de coordination du pays n'ont pas été officialisés.

Centres d'enregistrement de niveau administratif

Les bureaux d'enregistrement des faits d'état civil se trouvent dans les municipalités, les districts, les principaux emplacements des communautés rurales et les représentations diplomatiques, telles que les ambassades et les consulats. Le nombre de bureaux d'enregistrement des faits d'état civil et d'officiers d'état civil n'a pas été fourni.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

La plupart des bureaux d'enregistrement sont situés dans les centres urbains, à proximité des hôpitaux ou des cliniques. Les personnes vivant dans les communautés rurales peuvent devoir parcourir plus de 10 km pour se rendre au bureau le plus proche.

Enregistrement des faits d'état civil

La Loi n° 008/PR/2013 portant sur l'organisation de l'état civil de la République du Tchad veille à ce que « le statut des personnes soit établi et ne puisse être prouvé que par les actes de l'état civil ». L'article 10 de cette loi garantit la déclaration obligatoire des naissances et des décès, et l'article 12, la gratuité des déclarations. Conformément à la Loi n° 008, toute naissance survenue sur le territoire national doit être déclarée au centre de l'état civil du lieu de naissance dans un délai d'un mois, sur la base d'une déclaration verbale des parents, de l'un des ascendants ou de toute personne ayant assisté à la naissance. Si une naissance n'est pas déclarée dans le délai imparti, l'article 25 dispose qu'un jugement doit être rendu dans l'affaire par le tribunal de première instance du lieu de naissance.

Le caractère universel et obligatoire des actes d'état civil est réglementé par l'Ordonnance n° 3/INT/ADG/1961, qui dispose que, sur le territoire de la République du Tchad, les actes d'état civil des ressortissants tchadiens sont établis, reçus et dressés dans les conditions qui y sont précisées.

La Constitution de 1996, révisée par la Loi n° 08/PR/2005, dispose, à l'article 158, que tous les étrangers légalement admis sur le territoire tchadien ont les mêmes droits et libertés que les Tchadiens, à l'exclusion des droits politiques. On peut en conclure que les actes de naissance, de mariage et de décès des étrangers résidant légalement au Tchad suivent les mêmes procédures que celles qui s'appliquent aux ressortissants du pays.

Les faits couverts par le système d'enregistrement des faits d'état civil sont énumérés au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Faits couverts par le système d'enregistrement des faits d'état civil.

Fait d'état civil	Le fait est-il couvert?	Les définitions sont-elles harmonisées aux définitions proposées par les Nations Unies?
Naissance vivante	Oui	Oui
Décès	Oui	Oui
Mariage	Oui	Oui
Divorce	Oui	Oui
Adoption	Oui	Oui

Le cadre juridique de l'enregistrement des naissances au Tchad est établi par l'Ordonnance n° 3/INT/ADG/1961, qui régit l'état civil sur le territoire. L'ordonnance doit être lue conjointement avec :

- la Loi organique n° 2/PR/2000 sur les statuts des collectivités locales décentralisées;
- la Loi n° 7/PR/2002 établissant le statut des communautés rurales;
- l'ordonnance n° 17/1985 relative à l'organisation des municipalités à moyen terme;
- la Loi n° 33/PR/2006 sur la répartition des compétences entre l'État et les autorités locales décentralisées.

Il faut pour cela ajouter les ordonnances et les décrets qui ont pour objet de créer et de réorganiser les départements, les sous-préfectures et certaines autorités locales décentralisées.

Le père, la mère, un ascendant ou toute personne ayant assisté à la naissance sont les déclarants chargés d'enregistrer la naissance (Loi n° 008/PR/2013, article 25). Les conditions requises pour l'enregistrement des naissances sont les suivantes :

- une déclaration verbale du père, de la mère, d'un ascendant ou de toute personne assistant à la naissance;
- une pièce d'identité, le passeport ou l'acte de naissance du père, de la mère ou du déclarant;
- le certificat de mariage, si possible;
- le certificat de naissance pour les naissances dans les établissements de santé.

Les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des naissances sont les suivants :

- **Enfant** : nom, date de naissance, date de l'enregistrement, lieu de naissance, lieu de la déclaration et sexe;
- **Mère de l'enfant** : date de naissance ou âge, lieu/pays de naissance, profession et domicile;
- **Père de l'enfant** : date de naissance ou âge, lieu/pays de naissance, profession et domicile.

En cas de **décès**, un certificat de décès officiel est délivré à la famille du défunt après l'enregistrement. Le déclarant chargé d'enregistrer le décès est le conjoint survivant, les ascendants ou descendants, les proches parents du défunt ou toute personne disposant des renseignements précis sur l'état civil du défunt. Un délai d'un mois est accordé pour l'enregistrement, comme le prévoit l'article 40 de la Loi n° 008/PR/2013.

Aucun droit n'est versé pour l'enregistrement et aucune pénalité n'est imposée en cas d'enregistrement tardif. Toutefois, les frais

administratifs des hôpitaux sont facturés au cas par cas.

Les exigences en matière d'enregistrement ou les frais d'enregistrement ne visent pas expressément les décès des résidents du pays et ceux de nationalité étrangère. Les déclarants doivent disposer d'un certificat médical de décès, d'une carte d'identité et d'un acte de naissance pour faciliter l'enregistrement du décès.

Les principales données recueillies lors de l'enregistrement du décès comprennent :

- le nom, le sexe, la date de naissance ou l'âge ainsi que le lieu de résidence habituel du défunt;
- la date de l'enregistrement du décès, le lieu du décès, le lieu de l'enregistrement, la cause du décès, l'auteur du certificat, le type d'endroit où est survenu le décès (hôpital, maison, etc.).

En cas de mort foetale, lorsqu'un enfant mort-né est déclaré, la déclaration doit être inscrite dans le registre des décès et dans le registre des naissances : un enfant sans vie est déclaré sans la présomption selon laquelle il avait vécu (Loi n° 008/PR/2013).

Un certificat de décès est requis pour réclamer un héritage et des prestations d'aide sociale.

Les déclarants chargés d'enregistrer un **mariage** sont les mariés. L'âge de la majorité est de 21 ans. Le projet de Code des Personnes et de la Famille fixe l'âge légal du mariage à 18 ans pour les garçons et à 17 ans pour les filles, au lieu de 15 ans, comme dans le Code civil. Cependant, en vertu du droit coutumier, l'âge du mariage est implicitement fixé à 13 ans. Il n'existe aucune obligation juridique d'enregistrer les mariages. Un certificat de mariage officiel est délivré lorsqu'un mariage est enregistré.

Le temps imparti pour l'enregistrement est de :

- 10 à 30 jours pour la publication des bans;
- 2 mois après la publication des bans ou 2 mois après la célébration coutumière et religieuse pour enregistrer la célébration.

Il n'y a aucuns frais pour l'enregistrement d'un mariage, le certificat de mariage ou l'enregistrement tardif. Toutefois, les frais officiels liés à la procédure d'enregistrement du mariage comprennent les frais de dépôt, qui varient selon le centre d'enregistrement des faits d'état civil et le jour de la célébration : par exemple, si le jour du mariage est un vendredi et qu'une demande de célébration n'est présentée qu'une semaine à l'avance, les frais seront plus élevés. Les exigences supplémentaires en matière d'enregistrement ou les frais d'enregistrement supplémentaires dépendent du fait que l'un des époux est né en dehors du pays ou possède une double nationalité.

Les exigences d'enregistrement des mariages sont les suivantes :

- Copies des documents suivants :
 - certificat de naissance;
 - dérogations;
 - pièces d'identité de chacun des futurs époux et de leurs témoins respectifs;
 - déclaration du montant de la dot convenue ou l'accord de non-paiement de la dot;
 - certificat médical prénuptial attestant que les futurs époux ont subi un examen relatif au consentement au mariage;
 - contrat de mariage décrivant le régime choisi régissant les biens (Loi n° 008/PR/2013, article 30).
- Renseignements sur les époux et le mariage :
 - date de naissance (ou âge) de la mariée, lieu de résidence habituel de la mariée, date de naissance (ou âge) du marié, profession et domicile de chaque époux, numéro d'identification unique (CIN) des époux, noms des parents de la mariée et du marié;
 - date de l'enregistrement du mariage, lieu de l'événement, lieu de l'enregistrement, régime matrimonial, dispenses d'âge, noms et CIN des témoins, mention du versement de la dot et choix du régime matrimonial.

Frais

L'enregistrement des faits d'état civil est gratuit. Il y a cependant des frais pour l'enregistrement tardif ou différé.

Tableau 2 : Frais liés à la délivrance des certificats d'état civil.

Fait d'état civil	Remarques
Naissance	Un coût est rattaché à la redélivrance du certificat.
Mariage	Un coût est rattaché à la redélivrance du certificat.
Divorce	Un coût est rattaché à la redélivrance du certificat.
Décès	Un coût est rattaché à la redélivrance du certificat.

Arriéré de naissances non enregistrées

Aucun renseignement n'est disponible.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Les formulaires d'enregistrement sont traités manuellement (sur papier). Tous les faits d'état civil sont enregistrés directement sur des formulaires non normalisés : les champs sont remplis manuellement en écriture cursive, ce qui rend impossible leur numérisation par reconnaissance optique de caractères. Cependant, certains centres d'enregistrement des faits d'état civil de la capitale qui ont reçu des ordinateurs saisissent les renseignements à l'aide de logiciels conçus à cette fin.

Des modèles de formulaires d'enregistrement et de certificats sont disponibles sur le site Web de l'UNICEF Tchad :

- [Certificat de naissance](#)
- [Certificat de mariage](#)
- [Certificat de décès](#)

Système de statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

L'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED), qui est placé sous la supervision du ministère chargé du plan, a été créé par le Décret n° 416/PR/MPED/2000 du 14 septembre 2000. Son mandat consiste à recueillir, à utiliser, à analyser et à diffuser des renseignements statistiques d'intérêt national. Sous la coordination du Système Statistique National dans le cadre du Secrétariat du Conseil Supérieur de la Statistique et de la Présidence du Comité des Programmes Statistiques, le rôle de l'INSEED consiste à effectuer les opérations statistiques prévues dans le Programme Statistique National et à réaliser des études à la demande de l'état, d'institutions privées ou d'autres organismes sur des questions économiques, démographiques, sociales et environnementales liées à la statistique.

L'INSEED recueille et compile les statistiques de l'état civil. L'INSEED et la Direction de la politique civile et de l'état civil ont envisagé de créer des cartes qui permettront de recueillir des données d'état civil auprès des populations. Cette approche reflète l'engagement du pays à faire participer directement l'INSEED dans la préparation des données statistiques sur l'état civil. Malgré leur nature fragmentée, les données estimées sur l'état civil révèlent l'ampleur des tâches à accomplir à tous les niveaux pour renforcer la gestion de l'état civil.

Cependant, la législation sur l'enregistrement des faits d'état civil ne contient pas de dispositions claires sur la collecte et la publication des statistiques de l'état civil, alors que la législation sur les statistiques nationales prévoit la collecte, la compilation et la diffusion des statistiques de l'état civil établies en fonction des registres d'état civil. Malgré l'existence de l'INSEED, la collecte des statistiques de l'état civil demeure faible.

Couverture et exhaustivité

L'enregistrement des faits d'état civil couvre actuellement tous les segments de la population et toutes les zones géographiques du pays. La dernière estimation de l'exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil remonte à 2016 (voir le tableau 3).

Tableau 3 : Niveau actuel d'exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil au pays.

Fait d'état civil	Exhaustivité de l'enregistrement – 2016 ¹⁵
Naissance vivante	12 %
Mariage	12 %
Divorce	12 %
Décès	12 %

Causes de décès

Les renseignements sur les causes de décès recueillis par l'intermédiaire du système d'enregistrement des faits d'état civil sont énumérés dans le tableau 4.

Tableau 4 : Renseignements sur les causes de décès recueillis par le système d'enregistrement des faits d'état civil.

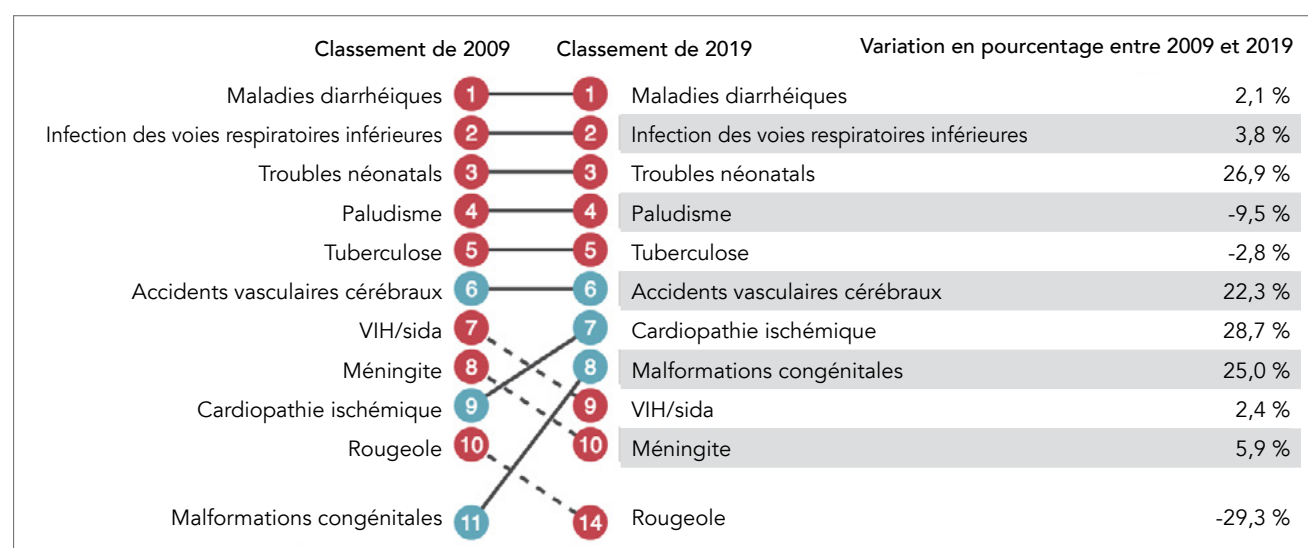
Cause de décès	Les renseignements sur les causes de décès sont-ils recueillis par l'intermédiaire du système d'enregistrement des faits d'état civil?
Décès dans les établissements de santé	Oui
Décès naturels dans les collectivités	Oui
Décès non naturels dans les collectivités	Oui

Si le décès ne survient pas en établissement, les outils ou méthodes d'autopsie verbale ne sont pas utilisés pour recueillir des renseignements sur la cause du décès. La cause du décès est codée selon la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes, 10e révision (CIM-10). La *Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès* exige que tous les décès soient attestés par un médecin, peu importe le lieu où ils sont survenus.

Aucun rapport n'a été publié sur les statistiques des causes de décès à partir du système d'enregistrement des faits d'état civil. Cependant, d'autres sources indiquent que le taux de mortalité infantile est de 69,1 décès pour 1 000 naissances vivantes.¹⁶

L'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME) met en évidence les causes de décès les plus fréquentes entre 2009 et 2019 (figure 1).¹⁷

Figure 1 : Causes de décès les plus fréquentes en 2019 et variation en pourcentage entre 2009 et 2019.



Selon un rapport de 2017 de l'Institute for Health Metrics and Evaluation, les maladies diarrhéiques demeurent la principale cause de décès et de mortalité prématurée, tous âges confondus. Les causes de décès liés aux maladies transmissibles, néonatales, alimentaires et non transmissibles occupaient le deuxième rang des décès et des décès prématurés en 2017.

Numérisation

L'ANATS est responsable de l'organisation et de l'entretien du système sécurisé ainsi que de la délivrance des documents connexes. L'Agence gère également d'autres documents, tels que les passeports et les cartes d'identité.

Informatisation

L'informatisation du système d'état civil est confiée à l'ANATS. L'utilisation de l'ordinateur dans le système ESEC est décrite dans le tableau 5.

Tableau 5 : Utilisation de l'ordinateur pour l'enregistrement des faits d'état civil.

Emplacement	Les ordinateurs sont-ils utilisés pour enregistrer les faits d'état civil?
Bureaux d'enregistrement locaux	Oui
Centres urbains	Oui
Établissements de santé	Oui

Application de la technologie mobile

Aucune information n'a été fournie.

Numéro d'identification unique

Aucune information n'a été fournie.

L'état civil et l'identité civile sont gérés par le Registre National Biométrique des Populations. Le Système Intégré de gestion des Populations et des Titres Sécurisés (SIGPTS)¹⁸ est pourvu d'un dispositif de déduplication biométrique basé sur plus de 15 millions d'individus, avec la possibilité de comparer 1 sur N pour une réponse en 10 secondes. L'ANATS a pour mission globale de mettre en place le système SIGPTS. L'objectif est de garantir la fiabilité, l'intégrité, la sécurité et la protection des données personnelles des individus.

Ce système intégré de gestion a été officiellement lancé le 22 janvier 2020 pour permettre de mieux moderniser le système d'état civil du Tchad.

Grâce au système SIGPTS, l'ANATS peut inscrire toutes les personnes dans le Registre National Biométrique des Populations à l'aide des données biographiques et biométriques de chaque personne, et en leur attribuant un numéro d'identification national unique. Cela garantit l'unicité de l'individu, de sorte que personne ne peut apparaître plus d'une fois sur le registre national. L'inscription est gratuite et obligatoire. Toute personne inscrite peut, sur demande, recevoir un certificat de naissance sécurisé et infalsifiable après son inscription.

Lien avec le système d'identification

L'ANATS, qui a été créée par l'Ordonnance n° 001/PR/2016 du 29 mars 2016, est responsable du système d'identification du Tchad, sous la supervision du Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration. Ce système a été créé dans le cadre d'une volonté de réforme visant à améliorer la qualité des services fournis aux citoyens, grâce à la modernisation et à la rationalisation des ressources de l'état dans une optique de sécurité.

Cette mission a été mise au point en consultation avec les administrations concernées afin de :

- veiller à l'enregistrement et à la mise à jour des renseignements d'identification des citoyens et des étrangers (résidents du Tchad ou personnes de passage au Tchad);
- mettre en place un système d'information garantissant la fiabilité, l'intégrité et la sécurité de ces renseignements;
- personnaliser et produire des notes sécurisées en mettant en œuvre un SIGPTS fiable, sécurisé et évolutif.

L'agence met en œuvre un système afin de recenser et de sécuriser les documents nationaux. Par sa conception, ce système repose sur le Registre National Biométrique des Populations.

Les caractéristiques du système intégré comprennent notamment :

- une application qui permet de retracer des criminels présumés à partir des empreintes digitales ou palmaires recueillies sur les scènes de crime;
- un dispositif d'authentification des personnes, de contrôle et de vérification des titres acquis pour permettre à chaque administration concernée de remplir pleinement sa mission;
- une composante nécessaire à la gestion des flux migratoires et à la lutte contre la criminalité, le terrorisme et le trafic illégal.

Protection et confidentialité des données

La protection des données est prévue dans la Loi n° 007/PR/2015 du 10 février 2015. Cette loi vise à mettre en place un mécanisme de protection de la vie privée et professionnelle des personnes après la collecte, le traitement, la transmission, le stockage et l'utilisation des données personnelles, sous réserve de la protection de l'ordre public.

L'évolution des technologies de l'information et des communications pose de nouveaux défis en matière de protection des données personnelles. La loi établit un certain nombre de garanties afin de lutter contre les atteintes aux libertés individuelles et privées. D'une part, elle établit les principes directeurs du traitement des données personnelles, et d'autre part, elle détermine les droits de la personne dont les données sont traitées. Elle précise également les obligations du contrôleur des données et des personnes qui traitent ces données.¹⁹

Cette législation prévoit la création de systèmes d'alerte, d'un code de conduite, de sanctions et de recours mis en place par l'Agence Nationale de la Sécurité Informatique et de la Certification Électronique (ANSICE). Les dispositions transitoires précisent que les données en cours pour le compte de l'état feront l'objet d'une déclaration à l'ANSICE dès son entrée en vigueur.²⁰

Interaction avec les autres secteurs et activités

Gestion des réfugiés

Afin de mieux faire face aux risques d'apatridie au Tchad, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et le Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration, par l'intermédiaire de la DAPEC et dans le cadre du projet d'Appui à la Citoyenneté et de Prévention de l'Apatridie, s'efforcent de mieux protéger les droits des enfants en offrant un soutien et des solutions pratiques. L'une de ces solutions est le travail des bénévoles de la collectivité, ou relais, dans les camps de réfugiés de Bagasola, dans la province du Lac.

Les relais communautaires sont des hommes et des femmes bénévoles de la collectivité qui soutiennent le HCR et la DAPEC dans l'identification des nouveau-nés et la collecte de renseignements visant à établir les certificats de naissance. Ils vivent sur place et connaissent les réalités quotidiennes du milieu de vie. Ils sensibilisent les membres de la communauté au respect de la procédure directe, qui consiste à déclarer les naissances dans un délai d'un mois, comme l'exige la Loi n° 008/PR /2013. Ces annonces sont faites dans les mosquées, pendant les sermons, ainsi que lors des funérailles et des cérémonies de baptême des nouveau-nés.

Les relais communautaires se trouvent au début de la chaîne de procédure, afin de veiller à ce que les enfants réfugiés et déplacés ou qui reviennent des sites autour du camp de Dar es Salaam, soient enregistrés pour pouvoir recevoir un certificat de naissance.

- Pendant la cérémonie de baptême ou juste après, les relais communautaires se rapprochent des parents du nouveau-né pour recueillir tous les renseignements nécessaires à l'établissement du certificat de naissance de l'enfant.
- Ces renseignements, qui sont généralement recueillis en arabe à l'aide des formulaires de déclaration de naissance remis aux relais, sont immédiatement récupérés par la personne-ressource de la DAPEC.
- Cette dernière envoie tous les formulaires à l'officier de l'état civil, qui transcrit les renseignements en français dans le registre des naissances, puis les soumet à la signature du sous-préfet du village de Baga Sola.
- Une fois tous les documents signés, la personne-ressource de la DAPEC les récupère à la sous-préfecture rurale et retourne sur le site pour les distribuer aux parents des enfants concernés, avec l'aide des relais communautaires. Dans le camp de réfugiés de Dar es Salaam, la Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés et le centre de santé interviennent pour remplir les déclarations de naissance, qui font office de certificats de naissance pour la suite de la procédure.

La participation des relais communautaires permet de réduire le travail des parents, qui n'ont donc pas à entamer eux-mêmes les démarches administratives. Cheik Saleh, représentant traditionnel et relais communautaire pour le site de Dar Nahim 1, explique sa motivation : « Je travaille pour le bien-être de ma communauté en

facilitant l'obtention de certificats de naissance pour les nouveau-nés. Il est important que chaque enfant qui naît possède un document pour pouvoir jouir d'une existence digne et gratifiante. » Ces acteurs communautaires veillent à ce que toutes les naissances soient enregistrées, établissant ainsi une preuve légale de la filiation et du lieu de naissance.²¹

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Le plan stratégique de 2018 à 2022 décrit l'approche et l'orientation à suivre pour améliorer le système ESEC du Tchad. Le plan fournit une image intégrée de la façon dont le système ESEC sera élaboré au cours des cinq ans, et montre les thèmes, les objectifs, les initiatives et l'affectation des ressources en réponse aux possibilités et aux défis associés au système ESEC. Ce plan stratégique constitue la base de la gestion du rendement, qui doit être évalué officiellement tous les trimestres.

Allocations et besoins budgétaires

Le budget total du plan stratégique quinquennal approuvé n'a pas été fourni. Le montant total annuel moyen nécessaire à la mise en œuvre des initiatives est de 362 402 \$ US. À ce jour, le gouvernement a fourni la majeure partie du financement nécessaire à la mise en œuvre du plan stratégique.

Activités jugées hautement prioritaires

Certaines priorités à venir pour le pays ou le cycle de planification du bureau de l'état civil comprennent l'inscription massive de la population au Registre National Biométrique des Populations et la sensibilisation de la population à l'importance de l'enregistrement des faits d'état civil.

Soutien des partenaires du développement

Les partenaires du développement qui ont appuyé l'initiative d'amélioration du système ESEC du Tchad sont énumérés au tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6 : Soutien externe du système ESEC.

Organisations internationales, ONG et partenaires	Mandat
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Accroissement de l'enregistrement des naissances grâce à des campagnes mobiles dans les régions éloignées et à l'enregistrement en milieu hospitalier; élaboration du plan stratégique pour le système ESEC
Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique	Soutien technique

Conclusion

Le système d'enregistrement des faits d'état civil et de l'identité du Tchad est davantage renforcé par un leadership gouvernemental fort fondé sur l'importance de systèmes solides. Le gouvernement s'efforce de trouver des solutions pour améliorer ce service de planification essentiel pour les programmes de développement et pour améliorer le système d'enregistrement des faits d'état civil. Voici deux des activités qui ont été réalisées :²²

- élaboration d'une stratégie nationale de l'état civil;
- projet de loi sur l'organisation de l'état civil au Tchad en cours d'adoption. L'adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale ainsi qu'un programme d'appui à la bonne gouvernance soutiendront les institutions responsables de l'état civil.

Le Tchad souhaiterait parvenir à une coordination plus efficace et efficiente entre les principales parties prenantes au niveau national en mettant en commun les efforts des acteurs impliqués dans le système d'état civil.

Ressources

Sites Web

Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) : inseed.td

Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration, Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANATS) : anats.td

Documents supplémentaires

UNICEF. 2009. Tchad : Évaluation du système d'état civil (enregistrement des naissances au Tchad).

unicef.org/evaldatabase/files/CHD-2009-001-1.pdf

Notes

- 1 Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED). inseed.td/index.php
- 2 Banque mondiale. 2019. Projections démographiques : Tchad. databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=2&country=TCD
- 3 Par exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès, on entend le nombre réel de naissances ou de décès enregistrés divisé par le nombre estimatif de naissances ou de décès dans un pays ou une région en particulier, à l'intérieur d'une période de temps spécifiée, habituellement une année. Pour en savoir plus, consulter la CEA, la CESAP et Statistics Norway. 2016.
- 4 Banque mondiale. 2015. Exhaustivité de l'enregistrement des naissances (%) Tchad. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.BRTH.ZS?locations=TD
- 5 UNICEF. Key demographic indicators – Chad. DHS 2014–2015. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. data.unicef.org/country/tcd
- 6 Banque mondiale. Country Profile: Chad. databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=TCD
- 7 UNICEF. 2015. Report: Chad.
- 8 DTC1 : Nouveau-nés survivants ayant reçu le premier vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC).
- 9 Banque mondiale. Country Profile: Chad.
- 10 Banque mondiale. 2018. Taux de naissance, brut (pour 1 000 personnes) – Chad. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CBRT.IN?locations=TD
- 11 Trading Economics. 2020. Report on Chad. knoema.com/atlas/Chad/Death-rate#:~:text=Chad%20%2D%20Crude%20death%20rate&text=In%202020%2C%20death%20rate%20for,per%201%2C000%20people%20in%202020.
- 12 Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED). DHS 2014–2015. inseed.td/index.php
- 13 Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile. Report. childmortality.org/data/Chad
- 14 Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED). 2015. Rapport MICS. inseed.td/index.php
- 15 Par exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil, on entend le nombre réel d'événements démographiques enregistrés (naissances ou décès) divisé par le nombre estimé de ces événements (naissances ou décès). On parle d'enregistrement complet ou d'exhaustivité à 100 pour cent lorsque tous les événements démographiques survenus dans la population d'un pays donné (ou d'une région) au cours d'une période particulière ont été enregistrés dans le système.
- 16 Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile. 2019 Report. childmortality.org/data/Chad
- 17 Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME). Chad. healthdata.org/chad
- 18 TchadInfos. 2020. Tchad : l'Anats lance le Système intégré de gestion des populations et des titres sécurisés. tchadinfos.com/politique/tchad-lanats-lance-le-systeme-integre-de-gestion-des-populations-et-des-titres-securises
- 19 Data Protection and Data Privacy in Chad. 2021. dataguidance.com/notes/chad-data-protection-overview

- 20 Legal Provisions for Data Protection in Chad. 2015.
dataguidance.com/notes/chad-data-protection-overview
- 21 Reliefweb. 2018. Tchad : rôle des relais communautaires dans la lutte contre l'apatridie dans la province du Lac. reliefweb.int/report/chad/tchad-r-le-des-relais-communautaires-dans-la-lutte-contre-l-apatridie-dans-la-province
- 22 Kodmadjingar, A. 2020. Les Tchadiens dénoncent la lenteur dans la délivrance des documents administratifs. VOA Afrique, 18 février. voaafrique.com/a/les-tchadiens-d%C3%A9noncent-la-lenteur-dans-la-d%C3%A9livrance-des-documents-administratifs-/5293064.html



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL

Canada